



HAL
open science

L'insoutenable “ légèreté ” de l'être contemporain face au syndrome d'hubris des hommes et des cercles de pouvoir

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. L'insoutenable “ légèreté ” de l'être contemporain face au syndrome d'hubris des hommes et des cercles de pouvoir. Association : Economistes contre la Course aux Armements. 2024. hal-04510884

HAL Id: hal-04510884

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04510884v1>

Submitted on 19 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'insoutenable « légèreté » de l'être contemporain face au syndrome d'hubris des hommes et des cercles de pouvoir

Jacques Fontanel

Rapport

Economistes Contre la Course aux Armements

Mars 2024

Résumé : Dans un monde où la démocratie est encore considérée comme le « moins pire » des systèmes, les cercles dirigeants publics et privés développent des stratégies militaires, économiques et écologiques qui semblent mettre en danger l'humanité. Les économistes, dans leur naïveté, avaient d'abord considéré, à la fin du XIXe siècle, la paix comme le résultat principal d'une bonne compréhension des facteurs économiques et de l'application des comportements rationnels, ce qui n'avait d'ailleurs pas empêché les armes de tonner pendant les deux guerres mondiales ; puis, à la fin du XXe siècle, la paix était supposée être la résultante du processus de globalisation économique après l'effondrement de l'Union soviétique et la victoire des mécanismes de marché généralisés. Cependant, les crises économiques, politiques et militaires n'ont jamais cessé, et depuis une décennie, elles deviennent non seulement récurrentes mais installées dans toutes les stratégies nationales ou des alliances militaires des Etats. Le simple nom des gouvernants inquiète les adversaires, comme si aujourd'hui, en l'absence d'une rationalité des gouvernants, l'insoutenable « légèreté de l'être vivant » était devenu la norme face aux aléas des décisions des autocrates et de la volonté de puissance des ploutocrates. L'idée du bien-être collectif a disparu derrière la recherche de la puissance des hommes politiques au pouvoir et l'avidité des actionnaires qui provoquent à la fois les menaces et les guerres armées, l'accroissement des inégalités économiques et sociales et la permanence de la pauvreté et de la précarité dans un monde qui érode durablement les écosystèmes et s'engage sur la route d'un mortifère réchauffement climatique.

Abstract: In a world where democracy is still considered the "least worst" of systems, public and private ruling circles are developing military, economic and ecological strategies that appear to be endangering humanity. At the end of the 19th century, economists, in their naivety, had initially considered peace to be the main result of a good understanding of economic factors and the application of rational behavior - which, incidentally, didn't stop the guns from thundering during the two world wars; then, at the end of the 20th century, peace was supposed to be the result of the process of economic globalization following the collapse of the Soviet Union and the victory of generalized market mechanisms. However, economic, political and military crises have never ceased, and over the last decade they have become not only recurrent, but an integral part of all national strategies and military alliances. The mere name of the rulers worries their adversaries, as if today, in the absence of rationality on the part of rulers, the unbearable "lightness of the living being" has become the norm in the face of the vagaries of autocrat decisions and the will to power of plutocrats. The idea of collective well-being has disappeared behind the pursuit of power by politicians in power and the greed of shareholders, leading to threats and armed wars, growing economic and social inequalities, and permanent poverty and precariousness in a world that is sustainably eroding ecosystems and heading down the road of deadly global warming.

Hubris, Ukraine, Russie, sécurité internationale, guerre, guerre économique, inégalités, ploutocratie, démocratie

Hubris, Ukraine, Russia, international security, war, economic war, inequality, plutocracy, democracy

L'insoutenable légèreté de l'être, roman de Milan Kundera, nous invite, dans le temps court imparti à la vie humaine, à profiter de nos destins particuliers, des situations singulières, pour trouver un équilibre le plus plaisant possible entre toutes les contraintes subies et les formes de liberté que l'on peut vivre ou acquérir, avec des interrelations où chacun cherche à trouver sa place (souvent contestée) et à satisfaire ses désirs (parfois non partagés). Dans un monde où les violences s'expriment par la guerre militaire et les conflits économiques, la pauvreté et la précarité, les inégalités diverses, le réchauffement climatique et les pollutions, l'accroissement des risques et l'individualisme forcené qui dépasse en violence la signification qu'en font généralement les économistes néo-classiques trop préoccupés à ignorer les aléas des facteurs politiques et à fermer les yeux sur l'ensemble des rapports de force dans les sociétés modernes, cette « légèreté » exprime le peu d'espace de liberté démocratique dans la conduite des affaires de l'Etat sur la base d'informations contrôlées par les puissances de l'argent et par le secret des affaires revendiquée dans la gestion des grandes firmes multinationales soumises aux marchés financiers.

Aujourd'hui, ces pouvoirs excessifs accordés à quelques chefs d'Etat conduit ces derniers à incarner leur rôle dans les intérêts de ceux qui les ont aidés à prendre le pouvoir, ces fameux donateurs ou sponsors dont l'objectif reste fondamentalement de conserver tous les avantages et pouvoirs conférés par l'argent et les patrimoines. S'il apparaît normal d'imposer les salaires, les autres revenus obtiennent, en règle générale, des avantages particuliers, puisque leurs bénéficiaires sont représentés comme des créateurs d'emplois et de valeur ajoutée nationale qui font augmenter l'objectif fondamental de tous les Etats aujourd'hui, à savoir le fameux PIB, un concept économique souvent trompeur quand il n'est pas mis en relation avec l'environnement et le bien-être des populations¹. Chaque fois qu'il y a des exigences syndicales d'augmentation des salaires, les informations parlent d'augmentation des coûts et de perte de compétitivité nationale. Lorsque les patrimoines ou les dividendes directs ou indirects augmentent, l'information témoigne de la bonne tenue et de la bonne gestion des entreprises et des firmes multinationales. Dans ce contexte, les économistes réduisent trop souvent leurs analyses aux flux de création de valeur sans trop s'interroger ni sur la signification de cette valeur pour le bien-être des particuliers, ni sur les coûts externes de l'environnement sur les biens gratuits de la nature, ni

¹ Cailloce, L. (2023), PIB et transition écologique sont-ils compatibles ? CNRS Journal. 14 Février. Guilhaudis, JF., Fontanel, J. (2019) Les effets « pervers » de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales, *Annuaire Français des Relations Internationales* 20.

sur les « paradis fiscaux », que d'aucuns arrivent encore à justifier ou à entretenir dans le plus grand secret².

Au fond, la démocratie elle-même semble avoir perdu son statut de « moins pire » des systèmes, tant les élections et les gouvernements sont aujourd'hui sous l'emprise de forces pilotées par des intérêts économiques (lobbys) ou politiques (soutien financier et informationnel au Parti). Bien sûr, il existe toujours des contrôles sociétaux (les bonnets rouges ou les gilets jaunes) engageant des manifestations et des crises de colère des citoyens, mais la maîtrise de l'information et des médias par quelques personnes fortunées permet d'en réduire les exigences sur le moyen terme, avant de reprendre le fonctionnement « normal » du système. Normalement, les cercles du pouvoir cherchent à trouver un équilibre acceptable par les citoyens, notamment dans le cadre du partage de la valeur (comme ce fut le cas en 1968 ou avec la semaine hebdomadaire de 35 heures en France), mais dans ce cas ce ne sont pas les instances du pouvoir qui sont impactées par ces nouvelles dispositions, mais plutôt toutes les activités économiques et revenus du tissu social des classes moyennes les plus aisées qui vont connaître une réduction de leurs avantages financiers.

Dans le monde d'aujourd'hui, les Présidents conduisent une politique de plus en plus personnelle, et les plus grands Etats sont gérés par des personnes qui paraissent être atteints par le syndrome de l'hubris, lequel traduit le sentiment de toute-puissance issu d'un pouvoir d'action (pourtant partiel ou territorial) sans partage, autre que le pouvoir des gouvernants des autres Etats. Il se présente dans la forme spécifique de narcissisme « jupitérien » comme a bien voulu le souligner pour les Français son Président élu, Emmanuel Macron. Or, quel que soit l'homme d'Etat ou le manager monopoliste, l'homme seul ne peut lui-même régler tous les conflits. Freud considérait que l'accès à la civilisation permet de sublimer la force primaire, ou l'hubris. Le syndrome d'hubris est conditionné par le pouvoir, il se traduit par la démesure et l'orgueil. C'est lorsque le pouvoir dont il dispose lui donne l'impression inébranlable d'être en mesure de régenter rationnellement toutes les situations humaines (en utilisant, évidemment, sa propre rationalité) qu'il devient alors dangereux. Il se surestime et sous-estime le reste du monde, et de ce fait, il est capable de dépasser toutes les limites pour accéder à ses objectifs. Ses relations sont parfois fondées sur une vision messianique de son rôle contre ceux qui cherchent à l'en empêcher, ce qui implique la mise en œuvre de rapports de force face à des ennemis pour lesquels il ne peut exprimer de l'empathie, avec un besoin maladif de n'avoir aucun concurrent interne ou externe dans son champ d'action, afin de donner à ses subordonnés ou au peuple une image de « sauveur » grâce à sa propre toute-puissance dont la Nation toute entière est la principale bénéficiaire.

² Van Ruymbecke, R. (2024), *Offshore. Dans les coulisses édifiantes des paradis fiscaux ? Les liens qui libèrent*. Saint-Amans (2023), *Paradis fiscaux*, Le Seuil, Paris. Fontanel, J. (2016) *Paradis fiscaux, pays filous : la fuite organisée des capitaux vers les pays complices*, L'Harmattan, Paris

Dans le cas de Vladimir Poutine, sa logique quasi paranoïaque se donne pour objectif la reconstruction de la Sainte Russie, menacée par la décadence des mœurs occidentales et par les « nazis ukrainiens ». Il n'a sans doute pas conscience d'avoir un destin, il est le destin, celui qui n'aura pas la finitude tragique du héros grec, mais qui sera l'homme vénéré capable de lutter contre une modernité décadente et aura restauré les valeurs, les territoires et les zones d'influence de la civilisation russe originaire. Certes, les grands dictateurs du XXème siècle ont tous eu un destin tragique, de Staline à Mao Tse Toung, de Hitler à Mussolini, de Kadhafi à Saddam Hussein, mais pendant leur période de gouvernance ils se sont engagés dans des opérations et guerres meurtrières et ont développé des valeurs philosophiques ouvertes à tous les génocides et toutes les terreurs quotidiennes, exercées aussi bien à l'encontre des opposants dans les sphères internationales qu'à l'intérieur du territoire national, voire à l'encontre de tous les nationaux.

Le citoyen doit être d'abord un patriote qui suit son « guide », qu'il soit Poutine ou Xi Jinping, même si, dans le cas de la Russie, les tenues d'élections se transforment en un plébiscite, comme une résurgence modernisée du Potemkinisme³. La démocratie est elle-même aujourd'hui en grande difficulté d'expression, parce que les organes d'information sont maîtrisés par les hommes qui disposent d'un pouvoir d'argent conséquent, utilisé principalement pour créer ou valoriser à la fois les partis qui leur offrent une protection et pour élargir sans cesse une société de consommation dont, d'une part, l'utilité pour la libération des hommes n'est pas établie et qui, d'autre part, n'hésite pas à polluer tous les biens collectifs « gratuits », de l'eau à la terre, de l'air au climat. Aujourd'hui, comme hier, ce sont toujours quelques hommes qui détiennent de fait les règles appliquées dans chaque système étatique, dans chaque secteur de l'économie, dans chaque courant de pensée. De Donald Trump à Joe Biden (ancien sénateur du Delaware de 1973 à 2009, dans le plus grand paradis fiscal du monde pour les firmes multinationales), de Vladimir Poutine à Ebrahim Raïssi, de Xi Jinping à Kim Jong-un, de Mohammed Ben Salmane à Hamad Al Thani, de Modri à Erdogan, pour les uns gouverner c'est défendre des intérêts privés (la liberté d'entreprendre et de s'enrichir issue de la philosophie libérale), pour les autres, c'est devenir le guide incontesté d'une Nation prise en otage, sous le couvert de valeurs religieuses à défendre dans le pays (église orthodoxe, islam, hindouisme) ou de préceptes fondés sur la laïcité communiste (Parti communiste chinois ou Nord-Coréen).

Les concepts de sécurité nationale et internationale ne peuvent pas être limités à des actions passives de dissuasion militaire, économique ou politique. Tout système de sécurité dépend des contextes politiques, militaires,

³ Le « village » Potemkine, est un village illusoire, fait de belles maisons qui ne sont finalement qu'en carton peint sur le parcours de l'impératrice Catherine II, pour faire croire à celle-ci que son Royaume est bien tenu. Derrière ces images, il y a la volonté d'une supercherie pour continuer à gouverner. Il s'agit de fabriquer une illusion de démocratie.

environnementaux, démographiques et sociétaux présents ou à venir. La sécurité économique vise à assurer le maintien harmonieux de l'activité économique d'un pays face aux multiples attaques extérieures. Quand le principe de la globalisation économique a été mis en place, caractérisé par la création de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), la sécurité internationale semblait renforcée, soutenue intellectuellement par la vieille maxime de Montesquieu selon lequel le « doux commerce » construirait un système d'interdépendance économique qui conduirait inévitablement à la paix internationale, à l'essor de valeurs « démocratiques » et au développement économique. Cependant, les sources et les fondements de l'insécurité humaine dépendent de multiples facteurs dont l'enchaînement simultané ou chronologique n'est pas toujours prévisible et produit des situations stratégiques inattendues quelques années plus tard. Ainsi, l'utilité du recours (ou non) aux armes offensives ou défensives pour dissuader les conflits et les guerres entre les Etats n'est pas toujours adaptée à son but originel, le contexte de « guerre économique » fondée sur des perceptions différentes des valeurs environnementales peut conduire à de nouveaux antagonismes entre les Etats, ou encore la volonté d'améliorer la sécurité nationale d'un pays en donnant trop de pouvoir à l'armée peut conduire à des « coups d'Etats » déstabilisants dans toute une région.

La globalisation économique a rendu tous les Etats interdépendants, dans des rapports plus ou moins mis en évidence de puissance et d'inégalités entre les territoires. Cette interdépendance qui semblait devoir signifier l'importance pour tous les peuples de la paix a laissé accroire que chacun trouverait sa place, sans autre rapport de forces que ceux dictés par les marchés. Cependant, le jeu du commerce international n'est pas équilibré entre les Nations, notamment entre celles qui disposent d'importantes ressources naturelles minérales ou énergétiques et ceux qui n'en disposent pas. Dans ces conditions, les pressions économiques rendues possibles par les accords de prix du pétrole entre les producteurs créent des difficultés aux pays consommateurs, révélant ainsi la capacité politique des exportateurs de modifier les parts respectives dans le partage de la valeur ajoutée mondiale. Dans ces conditions, les conflits interétatiques peuvent renaître, malgré la présence d'une Organisation Mondiale du Commerce aujourd'hui bien impuissante pour faire cesser de tels comportements, notamment dans le secteur énergétique. Aujourd'hui, l'importance des GAFAM pour constituer leurs propres niveaux de concurrence met en évidence l'influence déterminante des Etats-Unis dans tout le système d'information cybernétique mondial. Les tycoons promènent leur influence sur toutes les chaînes d'information mondialisées et ils influencent, souvent à son détriment, une jeunesse en formation, produisant du rêve dont l'accessibilité est quasiment nulle pour tout un chacun.

L'analyse économique de la sécurité concerne l'ensemble des risques relatifs au fonctionnement normal de la vie économique et sociale. Elle engage une réflexion approfondie concernant l'information sur les risques accidentogènes de la vie sur terre comme les séismes, les pandémies ou le réchauffement climatique,

la prévention et la prise en charge relative à l'insécurité de la vie humaine, mais aussi les antagonismes nationaux et internationaux entre des entités publiques. La sécurité d'un pays dépend aussi du sentiment collectif d'appartenance à un même corps social animé des mêmes intentions collectives et d'une acceptation globale du système politico-économique national. En contrepoint, les comportements amicaux ou belliqueux des autres Etats ou collectivités nationales et internationales contestataires de l'ordre établi constituent, parfois à juste titre, des facteurs d'insécurité fondamentaux. Indépendamment des forces de défense civile constituée, la sécurité d'un pays ne se réduit pas aux seules forces militaires et civiles qui assurent la protection nationale (police ou justice) ou internationale (armée)⁴. Il n'est pas contestable que l'insécurité à Gaza est fondamentalement dépendante à court terme de l'intervention militaire israélienne, mais aussi de la guerre de la faim des citoyens et de la fin du Hamas. Elle dépend aussi des perceptions ontologiques, philosophiques ou religieuses des systèmes et structures collectifs en place, et d'un besoin plus ou moins justifié de sécurité exprimé par les citoyens (dans le cas de la démocratie) ou par les pouvoirs en place (dans le cas des autocraties).

Après l'effondrement de l'Union soviétique, la crise économique de la Russie a conduit à un processus de désarmement national favorable à la conversion d'une partie importante du complexe militaro-industriel⁵. Cependant, l'économie de la Russie, issue de l'Union soviétique, a fait l'objet d'un vol collectif de kleptomanes devenus ces fameux oligarques russes qui, pour beaucoup d'entre eux, ont hanté Londongrad, Tel-Aviv ou l'île de Chypre. Vladimir Poutine est devenu le « parrain » de ces « nouveaux très riches », non seulement pour tous ceux qui ont conservé leurs actifs sur le territoire national, mais aussi pour ceux, installés à l'étranger, qui se savent dépendants d'une plainte contre leurs agissements anciens de la part des autorités publiques russes ou de menaces directes ou indirectes pouvant conduire à un « suicide » ou à une agression « non élucidée ». Le caractère économique et financier de ce cercle de pouvoir a progressivement été abandonné par la Présidence russe, qui a engagé des conflits en Tchétchénie, Géorgie, Ossétie du Sud, Abkhazie, puis Crimée, avec une volonté affirmée d'une puissance militaire renouvelée⁶. Celle-ci n'est cependant pas considérée comme une condition suffisante pour réinscrire la civilisation russe dans l'Histoire du

⁴ Hartley, K. (2013), Economics and the End of Conflict ? in *Liber Amicorum, hommage en l'honneur du Professeur Jacques Fontanel*, L'Harmattan, Paris. Fontanel, J. (2010), Un concept élargi de la sécurité économique, in « *Economie politique de la sécurité internationale* », J. Fontanel (Ed.), L'Harmattan, Paris, p. 18. Fontanel, J. (2010), *Economie politique de la sécurité internationale*, L'Harmattan, Paris. Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in Bellais, R. *The evolving boundaries of defence*, Emerald, Bingley, U.K.,

⁵ Gloagen, C. (2003), Le complexe militaro-industriel russe, *Le Courrier des pays de l'Est*, 1032. Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995) The principles of arms conversion in the case of Russia, *Defence and Peace Economics* 6(3). Fontanel, J., Gaidar, I. (1998) *L'avenir de l'économie russe en question*, Presses Universitaires de Grenoble

⁶ Paris, H. (2011), Les raisons profondes du réarmement russe, *Revue Défense Nationale*, 743. Mongrenier J-S. (2015) Le réarmement de la Russie et l'attitude de l'OTAN, Institut Thomas More. Brunat, E., Fontanel, J. (2018) La Russie de retour comme puissance militaire. *Annuaire Français des Relations Internationales*, AFRI, 19.

monde, mais elle n'en était pas moins nécessaire, de plus en plus nécessaire, notamment avec le recours à l'arme nucléaire, laquelle produit soit un effet de dissuasion, soit un effet de terreur mondiale en cas de menace directe d'utilisation dans une stratégie offensive.

A l'exemple de la guerre en Ukraine, les éléments non militaires exercent une influence considérable sur les décisions des gouvernements en conflit, avec l'application conjuguée des armes économiques, informationnelles, cybernétiques et politiques entre les belligérants actifs ou potentiels, mais aussi parfois d'échanges commerciaux indirects tant que l'état de guerre généralisé n'est pas décrété. Quel est le degré de sécurité de la France en mars 2024, lorsque son Président s'engage « résolument » dans le conflit en faveur de l'Ukraine en évoquant une potentielle participation directe des forces armées nationales, même si l'interprétation des expressions peut prêter à confusion ? Même les mots ont leur part dans l'insécurité de la vie humaine.

Il n'existe pas d'indicateurs mesurables de la sécurité d'un pays, même si les estimations concernant l'importance relative des dépenses militaires des Etats constituent souvent une information privilégiée pour exprimer la puissance d'un pays, notamment si l'on tient compte aussi de ses alliances militaires, comme ce fut le cas avec le Pacte de Varsovie et comme le reste l'OTAN. Cependant, cet ordre de grandeur n'est pas immédiatement suffisant pour comprendre la qualité et l'efficacité des actions de sécurité nationale d'un pays, notamment parce que qu'ils dépendent d'abord des définitions et du degré de fiabilité des chiffres retenus⁷. Concernant les dépenses de dissuasion en situation de paix relative, il est difficile de savoir si elles n'ont pas été excessives au regard du niveau de dangerosité de la guerre potentielle, la France n'a pas connu de guerre sur son sol, protégée par sa force de dissuasion du faible au fort, mais bien d'autres pays sans défense de ce type n'ont pas connu de guerre d'occupation ni même de menace. Enfin il existe des investissements sécuritaires inadaptés à tous les types de conflits, qui peuvent même s'avérer dangereux pour le pays au regard des stratégies engagées par le pays ennemi. Ainsi, la fameuse « ligne Maginot » n'a jamais été vaincue par les forces allemandes, lesquelles ont développé une tactique d'évitement qui lui a offert la victoire.

Après l'expérience douloureuse de la pandémie du COVID-19⁸, les sanctions mettent en évidence les dépendances étatiques au processus de la globalisation

⁷ Banque Mondiale (2022), *Dépenses militaires (% du PIB)* <http://donnees.banque mondiale.org> ; indicateur. Cars, H.C., Fontanel, J. (1987), *Military Expenditure Comparisons*, in "*Peace, Defence and Economic Analysis*", Mac Millan, London. Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), *Le désarmement pour le développement : un pari difficile*, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale. 19, Paris. Fontanel, J. (2020). *Le concept de dépenses militaires. Revue de Défense Nationale*. SIPRI (2022), *Military expenditures data*, <http://www.sipri.org/research/armaments/milex>. Fontanel, J. (2023), *Les dépenses militaires dans le monde en 2021*, selon le SIPRI. Hypothèses, intérêt, limites. *Paix et sécurité internationale PSEI*, 19.

⁸ Corvaisier-Drouart, B., Fontanel, J. (2023), *The Covid-19 highlights international insecurity and the violence of globalization*, in *International Migration, COVID-19, and Environmental Sustainability*. Emerald publishing, Eric Brunat, Jacques Fontanel. *When Mercantilism Upsets Neo-Classical Liberal Thinking, the Pandemic Covid-19 as a Revelation*. International Conference on Disaster Management.

économique et le pouvoir exercé par les Etats qui disposent de matières premières, de ressources énergétiques ou d'innovation sur l'ensemble des Etats dépendants. C'est tout le système des relations internationales qui est remis en cause, maintenu en vie surtout par les firmes multinationales et les dépendances dont chaque Etat souhaite progressivement se défaire. La globalisation économique et le système monétaire et financier sont clairement remis en cause.

Or, avec l'essor des Etats autocratiques, des aléas d'une démocratie dominée par des groupes d'intérêts financièrement puissants dans le cadre d'une ploutocratie de fait, avec la faible inclusion des facteurs naturels patrimoniaux dans l'expression du bien-être collectif, avec l'explosion des nouvelles inégalités fondées sur un partage de la valeur ajoutée qui fait débat et avec les débuts d'une contestation organisée concernant le refus de produire toujours plus sans s'interroger sur l'utilité des outputs à la fois pour le présent et l'avenir de l'humanité, les questions concernant l'acceptation ou non d'une société de consommation dominée par la politique de l'offre peu concernée par le réchauffement climatique ou les pollutions éternelles commencent à se poser, même si les moyens financiers s'avèrent encore trop faibles eu égard aux pouvoirs financiers et d'information qui leur font face. Cependant, sans une volonté collective de réaction face à ces situations potentiellement néfastes pour l'avenir, il faudra attendre l'apparition de catastrophes climatiques, pandémiques et environnementales insoutenables rationnellement et humainement pour que les options civilisationnelles proposées par les forces de l'argent (actionnaires, banquiers, spéculateurs des fonds de pension) soient contraintes à réagir, mais à l'aune de leur propre espérance vie, là où il faudrait une responsabilité séculaire.

Pour Paul Valéry, la guerre est « un massacre de gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent mais ne se massacrent pas », sauf en pensée bien sûr. Pour les grandes fortunes, l'objectif de leur action professionnelle réside dans l'accroissement continu de leur fortune, avec un regard en arrière pour mesurer son importance financière et un regard vers le haut pour se donner des objectifs de dépassement. Le principe du « toujours plus », quel qu'en soit le prix pour les autres, est revendiqué, avec la théorie selon laquelle sans croissance suffisante il y a recul. Les questions de bien-être et de paix n'existent pas sur les marchés, tout au plus les négociations provisoires sont acceptées à l'encontre des autres agents économiques (concurrents, consommateurs ou écologistes, par exemple). Dans le domaine public, le pouvoir est parfois partagé dans les démocraties, mais les tendances actuelles s'expriment en faveur des « sauveurs », ceux qui ne défendent de fait que les valeurs des groupes les plus puissants. C'est ainsi que les démocraties sont en crise, pour laisser place à une ploutocratie qui ne dit pas son nom, mais qui utilise tous les degrés de liberté accordés par les lois

(qu'elle a souvent contribué à faire voter) pour favoriser l'expression de leur pouvoir, au détriment des autres couches de la population, mais surtout d'une jeunesse qui devra réparer, si possible, les dégâts provoqués par une croissance qui n'a plus de lien suffisant avec le bien-être des populations et même l'avenir de l'humanité sur Terre.

Bibliographie

Banque Mondiale (2022), *Dépenses militaires (% du PIB)* <http://donnees.banque-mondiale.org> ; indicateur.

Brunat, E., Fontanel, J. (2018) La Russie de retour comme puissance militaire. *Annuaire Français des Relations Internationales*, AFRI, 19.

Brunat, E., Fontanel, J. (2023) When Mercantilism Upsets Neo-Classical Liberal Thinking, the Pandemic Covid-19 as a Revelation. International Conference on Disaster Management. Binghamton, New York, Jan 2023.

Cailloce, L. (2023), PIB et transition écologique sont-ils compatibles ? CNRS Journal. 14 Février.

Corvaisier-Drouart, B., Fontanel, J. (2020), *La pandémie, un révélateur d'une crise sociale et sociétale profonde*, France Forum.

Corvaisier-Drouart, B., Fontanel, J. (2023), The Covid-19 highlights international insecurity and the violence of globalization, in *International Migration, COVID-19, and Environmental Sustainability*. Emerald publishing

Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995) The principles of arms conversion in the case of Russia, *Defence and Peace Economics* 6(3)

Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in Bellais, R. *The evolving boundaries of defence*, Emerald,

Fontanel, J. (2016) Paradis fiscaux, pays filous : la fuite organisée des capitaux vers les pays complices, L'Harmattan, Paris

Fontanel, J. (2020). Le concept de dépenses militaires. *Revue de Défense Nationale*. SIPRI (2022),

Fontanel, J. (2023), Les dépenses militaires dans le monde en 2021, selon le SIPRI. Hypothèses, intérêt, limites. *Paix et sécurité internationale PSEI*, 19.

Gloagen, C. (2003), Le complexe militaro-industriel russe, *Le Courrier des pays de l'Est*, 1032.

Guilhaudis, JF., Fontanel, J. (2019) Les effets « pervers » de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales, *Annuaire Français des Relations Internationales* 20.

Hartley, K. (2013), Economics and the End of Conflict ? in *Liber Amicorum, hommage en l'honneur du Professeur Jacques Fontanel*, L'Harmattan, Paris.

Kohonen, M. (2023) Les oligarques aux abris, *Le Monde*, 13 Mars

Mongrenier J-S. (2015) Le réarmement de la Russie et l'attitude de l'OTAN, Institut Thomas More,

Mulder, N. (2022), The Economic Weapon. The Rise of Sanctions as a Tool of Modern War, Yale University Press.

Paris, H. (2011), Les raisons profondes du réarmement russe, *Revue Défense Nationale*, 743.

Saint-Amans (2023), *Paradis fiscaux*, Le Seuil, Paris.

SIPRI (2022), *Military expenditures data*, <http://www.sipri.org/research/armaments/milex>.

Van Ruymbeke, R. (2024), *Offshore. Dans les coulisses édifiantes des paradis fiscaux ? Les liens qui libèrent.*